

Unité départementale du Bas-Rhin  
14 rue du Bataillon de Marche n°24  
BP 10001  
67050 Strasbourg

Strasbourg, le 05 mai 2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/04/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ADLER PELZER FRANCE GRAND-EST**

16 rue Colbert  
67390 MARCKOLSHEIM

Code AIOT : 0006701518

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/04/2026 dans l'établissement ADLER PELZER FRANCE GRAND-EST implanté 16 rue Colbert 67390 MARCKOLSHEIM. L'inspection a été annoncée le 12/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Suivi annuel de l'exploitation et suivi des mises en demeures du 13 janvier 2025 et 15 septembre 2025.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ADLER PELZER FRANCE GRAND-EST
- 16 rue Colbert 67390 MARCKOLSHEIM
- Code AIOT : 0006701518
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ADLER PELZER (ci-après nommée « l'exploitant ») est autorisée à exploiter une usine de fabrication de mousses isolantes, et de produits confectionnés à partir de résines synthétiques. Ces fabrications sont destinées à l'industrie automobile Son arrêté préfectoral d'autorisation date du 10 juillet 2009.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées au Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Rejets atmosphériques	AP de Mise en Demeure du 13/01/2025, article 1 Arrêté Préfectoral du 10/07/2009, article 3.2.4 & 3.2.5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Entretien des Moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 10/07/2009, article 7.6.2	Demande d'action corrective	3 mois
6	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 10/07/2009, article 7.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation Administrative	AP de Mise en Demeure du 13/01/2025, article 1	Levée de mise en demeure
3	Propreté et gestion des déchets non dangereux	AP de Mise en Demeure du 15/09/2025, article 1	Levée de mise en demeure
4	Stockage des déchets dangereux et rétention de liquides	AP de Mise en Demeure du 15/09/2025, article 1	Levée de mise en demeure
7	Effluents ; Localisation des points de rejets	Arrêté Préfectoral du 10/07/2009, article 4.3.5	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a remis en date du 20 mars 2026 le porter à connaissance et de réexamen IED attendu à l'issue de la mise en demeure du 13 janvier 2025. En cela, la prescription de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure est levée. L'administration va instruire les documents remis. **Une demande de cas par cas est requise sous un mois pour ce qui est des modifications apportées aux installations.**

Les résultats des mesures des rejets atmosphériques de l'année 2025 montrent toujours de dépassements. Les premiers résultats des mesures réalisées en 2026, incomplets, montrent des résultats conformes. L'exploitant y voit les fruits de ses travaux. Il est donc proposé de surseoir à la décision sur les suites à donner jusqu'à l'obtention de l'intégralité des résultats de mesure de la campagne en cours.

L'exploitant a démontré les actions quant à la gestion des déchets sur son site. En cela la prescription de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de la mise en demeure du 15 septembre 2025 est levée.

D'autres observations et demandes ont été effectuées dans les fiches de constat suivantes du présent rapport particulièrement sur les rejets atmosphériques.

Afin de justifier de l'avancement de la démarche d'actions correctives, il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'Inspection des Installations Classées, dans les délais indiqués dans le corps du rapport, les mesures prises ou prévues pour répondre aux observations relevées.

D'autres suites pourront être envisagées en fonction des éléments de réponse apportés par l'exploitant.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation Administrative

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 13/01/2025, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Régularisation
<b>Prescription contrôlée :</b> La société Adler Pelzer Group située au 16 rue Colbert à MARCKOLSHEIM (67390) est mise en demeure de respecter, pour ses installations situées à la même adresse :  l'article R.181-46-II du code de l'environnement susvisé disposant que : « Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.  l'article R.515-71-I du code de l'environnement susvisé disposant que : « En vue du réexamen prévu au I de l'article R. 515-70, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, sous la forme d'un dossier de réexamen, dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles.  (délai de 6 mois)
<b>Constats :</b>  L'objet de la mise en demeure à l'issue de la visite du 13 janvier 2025 portait sur la non-transmission d'un portée à connaissance (PAC) (notification des modifications de process) et d'un dossier de réexamen IED (WGC et POL). Une amende administrative a été émise à l'encontre de l'exploitant suite à la visite du 29 juillet 2025 pour non-respect de la mise en demeure du 13 janvier 2025. L'exploitant a transmis les documents attendus ; PAC et réexamen IED à l'inspection en date du 20 mars 2026. L'inspection va instruire ces documents. Il ressort que les prescriptions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 13/01/2025 concernant la transmission des documents attendus sont respectées.  <u>NOTE ; en prélude aux instructions.</u> L'inspection constate notamment dans le PAC, des modifications <b>importantes</b> apportées sous la rubrique 2661 ( <i>Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de)</i> . Sans préjuger, à ce stade d'une décision, <b>l'inspection sollicite pour qualifier ces modifications, une demande de cas par cas.</b>

En ce qui concerne le réexamen IED, la « compatibilité milieu », tel que exigé par l'arrêté ministériel du 04/11/2024 relatif aux « meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations du secteur de la chimie relevant du régime de l'autorisation au titre de l'une au moins des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement : 3410 à 3460, ou 3710 lorsque la charge polluante principale provient d'une ou plusieurs installations relevant de l'une au moins des rubriques 3410 à 3460 », article 1.3 est à ajouter au dossier pour instruction complète.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Pour permettre la poursuite de l'instruction :

L'exploitant doit transmettre, sous un mois, une demande de cas par cas.

L'exploitant doit transmettre sous trois mois, un dossier de « compatibilité milieu »

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

**N° 2 : Rejets atmosphériques**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 13/01/2025, article 1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets atmosphériques

**Prescription contrôlée :**

La société Adler Pelzer Group située au 16 rue Colbert à MARCKOLSHEIM (67390) est mise en demeure de respecter, pour ses installations situées à la même adresse :

Article 3.2.4 (Arrêté Préfectoral du 10/07/2009)

« Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration. Les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo-pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en volume en O<sub>2</sub> de 21 % sauf pour les aérothermes pour lesquels cette teneur est de 3 % (combustibles gazeux) :

<i>Nature de l'installation / identification de l'émissaire</i>	<i>Paramètres</i>	<i>Concentration en mg/Nm<sup>3</sup></i>
Cheminées de toutes les installations de production	Poussières totales	25
	Acétaldéhyde, Formaldéhyde, Phénol et TDI	5
	Ammoniac	5
	COV (cheminées de type A, B, C, D, E et F existantes)	20
	COV (cheminées de type H et L)	55
Aérothermes	Poussières	5
	SO <sub>2</sub>	35
	Nox	350

Article 3.2.5 (Arrêté Préfectoral du 10/07/2009)

« On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Les flux de

polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :

<i>Substances</i>	<i>Flux horaire en g/h</i>
Poussières	375
Acétaldéhyde + Formaldéhyde + TDI + Phénol	45
Ammoniac	50
COV	1 150

(délai de 6 mois)

#### **Constats :**

L'objet de la mise en demeure à l'issue de la visite du 13 janvier 2025 portait sur des dépassements récurrents des résultats sur la concentration et le flux total mesuré de COVT et la concentration et le flux total d'ammoniac vis-à-vis des VLE (valeur limite d'émission).

Au deuxième semestre 2025, derniers résultats disponibles à la date de l'inspection, on observe encore des dépassements en COVT (4 sur 19 points sont concernés).

La cheminée H4 a un résultat de 140 mg/Nm<sup>3</sup> et la cheminée H2 de 64,6 mg/Nm<sup>3</sup> contre 55 mg/Nm<sup>3</sup> de VLE (Valeur Limite d'Emissions)

Les teneurs en COVT aux cheminées A3 avec un résultat de 23,7 mg/Nm<sup>3</sup> et A6 de 25,7 mg/Nm<sup>3</sup> sont également supérieures à la VLE pour ce type de cheminée soit 20 mg/Nm<sup>3</sup>.

Les flux totaux en COVT : 2591 g/h (pour 1150 g/h de VLE) et en ammoniac 54 g/h (pour 50 g/h de VLE) sont dépassés. **A ce stade, la mise en demeure n'est donc pas respectée.**

La première campagne de mesure pour l'année 2026 a été réalisée sur une semaine entre le 13 et le 17 avril. Les premiers résultats bruts transmis par le laboratoire évoquent un retour à la normale sur les cheminées qui étaient en dehors des VLE au deuxième semestre 2025. Seuls des éléments de retour analytique sur l'ensemble des cheminées permettront de prétendre à un retour à la conformité.

L'inspection attend sous un mois l'entièreté du rapport des résultats et conclusions pour statuer sur la suite à donner :

- levée de la mise en demeure, si s'avère que la conformité est maintenant atteinte par rapport aux constats fondant la mise en demeure ;
- nouvelle sanctions si des dépassements tels que ceux qui motivent la mise en demeure sont constatés.

L'exploitant par la transmission du porté à connaissance (PAC), mentionné au constat 1, et des échanges lors de la visite, a justifié des efforts et du plan d'action en place pour résorber la situation ;

#### **Situation :**

Le site engendre 2 types de rejets atmosphériques :

- Des gaz de combustion du gaz naturel des 4 make-up gaz en toiture,
- Des rejets de composés issus du travail des plastiques et polymères dans différents niveaux de

pression et température issus :

o Des activités des lignes de moussages (Twin Holder, ½ Twin Holder, Porte-Moules) (H),

o Des activités des lignes de thermoformage sans moussage (A) comprenant les presses chaudes (XXX).

En 2009, outre pour les gaz de combustion liés au chauffage, le site possédait 21 points de rejets atmosphériques en toiture du bâtiment de production. Aujourd'hui, le site dispose de 19 points de rejets atmosphériques en lien avec sa production.

Plan d'action ;

La réponse de l'exploitant pour un retour à des valeurs analytiques conformes est la réduction de la consommation d'agent démoulant par bridage des pistolets électrostatiques. Les premiers essais réalisés montrent une baisse potentielle de 2/3 de la consommation de solvants. Aussi, une étude visant au remplacement de matières premières (latex notamment) par d'autres produits moins susceptibles d'émettre de l'ammoniac et du formaldéhyde est en cours.

Une maintenance préventive stricte a été mise en place depuis début 2026. Elle consiste au changement des filtres poussières d'aspiration des équipements Twin-Holder / ½ Twin Holder et PM toutes les 2 semaines, au nettoyage à la cryogénie de tous les moules chaque semaine et ponctuellement au nettoyage par cryogénie sur la remontée des cheminées. Cette maintenance a démarré en janvier 2026 sur 5 pôles et s'est progressivement étendue sur l'ensemble du parc.

L'exploitant évoque aussi que si l'action de réduction de la consommation d'agent démoulant, de la maintenance préventive et/ou de la substitution à la source ne permet pas de revenir durablement sous les seuils autorisés, il budgétisera l'installation d'un système d'abattement adapté aux flux à traiter (type filtre à charbon actif) associé à une refonte globale du réseau aéraulique.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit transmettre, sous un mois, les résultats d'analyse semestriels pour l'entièreté du parc de sorte à pouvoir conclure sur un retour à la conformité des rejets atmosphériques.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 3 : Propreté et gestion des déchets non dangereux**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 15/09/2025, article 1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Propreté et gestion des déchets non dangereux

**Prescription contrôlée :**

La société Adler Pelzer Group située au 16 rue Colbert à MARCKOLSHEIM (67390) est mise en demeure de respecter, pour ses installations situées à la même adresse :

Arrêté Préfectoral du 10/07/2009, article 2.3 et 5.1.3

Article 2.3:

(...) L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

<p>Article 5.1.3 :</p> <p>Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.</p> <p>(délai de 3 mois.)</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'objet de la mise en demeure à l'issue de la visite du 29 juillet 2025 portait sur la mauvaise gestion des déchets. Un plan d'action a été mis en place pour traiter la situation. L'inspection a pu observer lors de la présente visite un retour à la conformité et surtout une prise en compte du suivi et de la surveillance sur site à avoir. Un espace dédié, fait de blocs béton empilables, a été mis en place pour accueillir les déchets compactés en attente de sortie de site. Ce nouvel espace permet de contenir en un lieu les déchets, d'éviter la dispersion dans toute la cour. La cour était, comparativement à la visite du 29 juillet, propre.</p> <p>Il ressort que les prescriptions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 15/09/2025 concernant la gestion des déchets sont respectées.</p> <p>Dans la continuité, des actions sont toujours en cours : évacuation des containers plastiques usés, des métaux..., ajout de système de balai brosse au chariot élévateur. Ces actions bien amorcées devront permettre de rendre encore plus lisible la cour intérieure du site. Plus généralement, l'introduction récente du 5S (approche systématique visant à créer et maintenir un espace de travail ordonné, propre et efficace) sur le site devra contribuer également à rendre le site propre.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure</p>

#### N° 4 : Stockage des déchets dangereux et rétention de liquides

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 15/09/2025, article 1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Stockage des déchets dangereux et rétention de liquides</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société Adler Pelzer Group située au 16 rue Colbert à MARCKOLSHEIM (67390) est mise en demeure de respecter, pour ses installations situées à la même adresse :</p> <p>Arrêté Préfectoral du 10/07/2009, articles 7.5.3 et 7.5.5</p> <p>Article 7.5.3 AP</p> <p>Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et</p>



<p>aménagées pour la récupération des eaux météoriques.</p> <p>Art 7.5.5 AP (...) L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. (...)</p> <p>(délai de 3 mois)</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'objet de la mise en demeure à l'issue de la visite du 29 juillet 2025 portait sur la mauvaise gestion des déchets dangereux. Un plan d'action a été mis en place pour traiter la situation. L'inspection a pu observer lors de la présente visite un retour à la conformité et surtout une prise en compte du suivi et de la surveillance sur site à avoir. Les rétentions étaient présentes et le local à destination des produits dangereux était propre.</p> <p>Il ressort que les prescriptions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 15/09/2025 concernant la gestion des déchets sont respectées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure</p>

#### N° 5 : Entretien des Moyens d'intervention

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/07/2009, article 7.6.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des Moyens d'intervention</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté lors de la visite du 29 juillet 2025, plusieurs extincteurs non contrôlés. L'exploitant a après la visite transmis à l'inspection le rapport de visite d'un prestataire en date du 22 août 2025. Il apparaît sur le rapport de vérification plusieurs non-conformités/améliorations, lesquelles ont été prises en compte et traitées après le contrôle. Les RIA ont été vérifiés également au 22 août 2025. Le rapport de vérification conclut en l'absence de non-conformité.</p> <p>Un système de désenfumage est en place sur le site. La dernière vérification date du 20 novembre 2024. L'inspection demande à l'exploitant d'organiser une nouvelle vérification en prenant en compte les conclusions du rapport de 2024. Le rapport a été transmis à l'inspection.</p> <p>Un système de sprinklage est en place sur le site. La dernière vérification semestrielle faite date du 30 juin 2025. Les motopompes quant à elles sont suivies de manière triennale. Le dernier contrôle date du 11-12 décembre 2025. Les rapports ont été transmis à l'inspection.</p> <p>La vérification annuelle de la détection automatique d'incendie a été vérifiée le 19 septembre 2025.</p> <p>note ; Un exercice d'évacuation en présence des pompiers a été réalisé le 02 avril 2026 ayant permis de tester la détection automatique d'incendie.</p>

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant devra organiser sous trois mois un contrôle du système de désenfumage et reconduire le suivi semestriel attendu pour le sprinklage sur le site et procéder, le cas échéant, aux travaux/actions liés à la conclusion du rapport de vérification. L'exploitant devra transmettre à l'inspection les conclusions de vérifications.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 6 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/07/2009, article 7.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification des installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. (...) Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. (...)
<b>Constats :</b>  Les installations électriques ont été contrôlées entre le 24 juin et le 04 juillet 2025. Les rapports Q18 remis à l'inspection ont, pour le bâtiment administratif et le local sprinklage, conclu que « l'installation électrique n'entraînait pas de risques d'incendie ». Il a été conclu pour l'installation haute tension, le bâtiment logistique, le bâtiment de production et le local maintenance que « l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion ». L'exploitant a mis en place un vaste plan d'action sur les 136 points à traiter, dont 21 présentant un danger. 55 points, dont 10 points présentant un danger ont été traités à date de la visite. L'exploitant s'engage à en résorber un maximum avant le prochain contrôle.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant, sous trois mois, doit justifier qu'au moins l'ensemble des points présentant un danger, au mieux tous les points soient traités. Pour cela il transmet à l'inspection la mise à jour du tableau de suivi des non-conformités. L'exploitant transmettra aussi à l'inspection le prochain rapport de contrôle Q18 qui devra avoir lieu au plus tard en juillet 2026.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 7 : Effluents ; Localisation des points de rejets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/07/2009, article 4.3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Effluents ; Localisation des points de rejets

**Prescription contrôlée :**

4.3.5\_ Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet externes qui présentent les caractéristiques suivantes :

« -un rejet dans l'Ischert, destiné à évacuer les eaux pluviales provenant du parking du personnel, une partie des eaux pluviales de l'ancien bâtiment et de la zone déchets, le tout représentant une surface imperméabilisée de 12 896 m<sup>2</sup>

- un rejet commun aux eaux de refroidissement dans l'étang voisin puis de là dans l'Ischert, collectant les eaux de pluie provenant de la toiture du bâtiment de production et les surfaces enrobées situées au nord du site, le tout représentant une surface imperméabilisée de 16 642 m<sup>2</sup>

- Un rejet dans le Riedgraben qui passe sous le bâtiment de production pour rejoindre ensuite l'étang puis l'Ischert et qui reçoit les eaux pluviales collectées au bas du Spine, (...)

**Constats :**

Les trois points de rejets ont été vus lors de la visite. Ils sont accessibles. Ce point n'appelle pas d'observation particulière.

**Type de suites proposées :** Sans suite

\*\*\*